

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF AGRICULTURE  
AND RURAL DEVELOPMENT

MAITRE D'OUVRAGE :

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

AUTORITE CONTRACTANTE :

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

COMMISSION COMPETENTE :

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES AUPRES DU MINISTERE DE  
L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

AVIS DE CONSULTATION OUVERTE POUR LA DEMANDE DE COTATION  
N°033/DC/MINADER/PNRDFCC/CIPM/2019 DU 21.07.2019 RELATIVE A L'ACQUISITION ET  
DISTRIBUTION DES FONGICIDES AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU  
DEVELOPPEMENT RURAL POUR LE COMPTES DU PROJET NATIONAL DE RELANCE ET DE  
DEVELOPPEMENT DES FILIERES CACAO ET CAFE (PNRDFCC).



Délai de livraison : Un (01) mois calendaire

FINANCEMENT : BIP MINADER-BUDGET DU PNRDFCC, EXERCICE 2019

D'IMPUTATION : 53 30 392 01 330001 2275.

JUILLET 2019

# SOMMAIRE

PIECE N° 1 :	AVIS DE CONSULTATION OUVERTE (ACO) EN FRANÇAIS ET ANGLAIS.....	3
PIECE N° 2 :	REGLEMENT DE CONSULTATION.....	10
PIECE N° 3 :	SPECIFICATIONS TECHNIQUES (ST).....	14
PIECE N° 4 :	CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES.....	18
PIECE N° 5 :	CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF .....	20
PIECE N° 6 :	TABLEAU DE COMPARAISON DES OFFRES.....	22
PIECE N° 7 :	MODELE DE LA LETTRE COMMANDE.....	24
PIECE N° 8 :	MODELES DES PIECES .....	38
PIECE N° 9 :	LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET MECANISMES FINANCIERS DE PREMIER RANG AGREES PAR LE MINISTRE DES FINANCES, AUTORISES A EMETTRE LES CAUTIONS DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE DE LA CLOTURE DES MARCHES PUBLICS.....	43



**PIECE : N° 1**  
**AVIS DE CONSULTATION**  
**(Version Française)**





AVIS DE CONSULTATION OUVERTE POUR LA DEMANDE DE COTATION N°033/DC/MINADER//PNRDFCC/CIPM/2019 DU 11 AOÛT 2019 RELATIVE A L'ACQUISITION ET DISTRIBUTION DES FONGICIDES AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL POUR LE COMPTE DU PROJET NATIONAL DE RELANCE ET DEVELOPPEMENT DES FILIERES CACAO-CAFE (PNRDFCC).

**FINANCEMENT : BIP MINADER - Budget du PNRDFCC, Exercice 2019**

**1- Objet de la consultation**

Dans le but d'améliorer la productivité des exploitations de cacao et cafés à travers la mise en œuvre d'un système efficace et durable de protection des vergers cacao-café, le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Projet National de Relance et de Développement des Filières Cacao-Café (PNRDFCC), un Avis de Consultation Ouverte pour la Demande de Cotation relative à la fourniture des fongicides.

**2- Consistance de la prestation**

La prestation objet de la présente Lettre Commande sera la fourniture de dix mille (10 000) sacs de 50 G de fongicide de contact.



**3. Délai et lieu de livraison**

3.1. Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures objet de la présente Consultation est de un (01) mois calendaire. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de service de commencer les prestations.

3.2. Les fournitures objet de la présente Lettre Commande seront livrées conformément au tableau ci-après :

Désignations	Qté total	Unité	Quantité par Région		Bénéficiaires (coopérative-GIC-grands exploitants)		
			CE (cacaoyer)	2000	REG	GIC ou COOP	Grands Producteurs
Fongicide pour cacaoyer	7 004	sacs de 50 G	SW (cacaoyer)	1500	CE	25	10
			SU (cacaoyer)	1400	SW	15	10
			LT (cacaoyer)	1000	SU	13	10
Fongicide pour caféier	2 996		ES (cacaoyer)	1104	LT	10	10
			NW (caféier)	1246	ES	10	10
			OU (caféier)	1250	NW	10	10
			AD (caféier)	500	OU	12	10
				AD	5	5	

**4. Allotissement**

La présente Consultation comporte un lot unique.

#### **5. Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel de l'opération est de dix millions (10 000 000) de Francs CFA TTC.

#### **6. Participation et origine**

La participation à la Consultation est ouverte à égalité de conditions aux Sociétés et Entreprises de droit Camerounaise exerçant dans le domaine.

#### **7. Financement**

Les prestations objet de la présente consultation seront financées par le BIP MINADER-Budget du PNRDFCC; Exercice 2019, Imputation : 53 30 392 01 330001 2275.

#### **8. Cautionnement de soumission**

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission établi par un établissement bancaire ou organisme financier habilité par le Ministre chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 09 de la DC d'un montant de deux cent mille (200 000) francs CFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Conformément à l'Article 90 (7) du Code des Marchés Publics, les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux, ainsi que les organismes de la société civile peuvent produire, à la place du cautionnement de soumission, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un Ets bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur.

#### **9. Consultation du Dossier de Consultation**

Le Dossier de Consultation peut être consulté aux heures ouvrables, au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Direction des Ressources Financières et du Patrimoine/Service des Marchés à Yaoundé, 3<sup>ème</sup> chalet, Tel : 222 22 16 24, Fax 222 22 50 91.

#### **10. Acquisition du Dossier de Consultation**

Le Dossier de Consultation peut être obtenu au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Direction des Ressources Financières et du Patrimoine/Service des Marchés à Yaoundé, 3<sup>ème</sup> chalet Tel : 222 22 16 24 dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de dix-huit mille (18 000) francs CFA payable au Trésor Public territorialement compétent.

Par ailleurs les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète (boîte postale, Téléphone, Télécopie, e-mail)

#### **11. Remise des Offres**

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies marqués comme tels, devra parvenir au Service des Marchés du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, au plus tard le 12 SEPT. 2019 14 heures précises, contre récépissé et devra porter la mention :

«AVIS DE CONSULTATION OUVERTE POUR LA DEMANDE DE COTATION N°033/DC/MINADER/PNRDFCC/CIPM/2019 DU 2...1...AOÛT...2019 RELATIVE A L'ACQUISITION ET DISTRIBUTION DES FONGICIDES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL POUR LE COMPTE DU PROJET NATIONAL DE LA RELANCE ET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES CACAO CAFE (PNRDFCC) »

**« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »**

#### **12. Recevabilité des Offres**

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service compétent, conformément au listing prévu au Règlement de la Consultation. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de Consultation.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier de Consultation pour cette Demande de Cotation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un établissement bancaire ou conformément à l'Article 90 (7) du Code des Marchés Publics, les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux, ainsi que les organismes de la société civile peuvent produire, à la place du

 5

Le règlement de vente sera, soit un cheque certifié, soit un virement de banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un tiers, soit un engagement bancaire conformément aux lettres de virement entrainant l'obligation de verser sans aucun recours.

### 13- Ouverture des offres

L'ouverture des offres aura lieu le 12 SEPT 2019 à 15 heures précises à la Salle de Conférences de la DICA, par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINADER.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier.

### 14- Principaux critères éliminatoires

- ✓ Absence du cautionnement de soumission;
- ✓ Non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission);
- ✓ Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées;
- ✓ Absence de fiche présentant les spécifications techniques du produit;
- ✓ Absence d'un agrément en qualité de distributeur des produits phytosanitaires;
- ✓ Absence de l'Arrêté d'homologation en cours de validité au Cameroun pour la société ~~centrice~~ et l'autorisation de ladite société au soumissionnaire non détenteur de l'homologation;
- ✓ Non-respect des modèles de pièces;
- ✓ Dépassement du délai de livraison;
- ✓ Absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un marché au cours des trois (03) dernières années et que l'entreprise ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics;
- ✓ Absence de la présentation des échantillons des produits.

**NB :** Toutes les pièces doivent être certifiées conformes par une autorité administrative compétente et daté de moins de 03 mois.

### 15- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre Commande au Soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

### 16- Durée de validité des Offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant soixante (60) jours à partir de la date limite de dépôt des offres.

### 17- Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus tous les jours aux heures ouvrables au Service des Marchés du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural à Yaoundé, Tel 222 22 16 24.

### 18. Dénonciations

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 ou 699 37 07 48

Yaoundé, le 1 AOUT 2019

Le Ministre



*[Signature]*  
Gabriel MBAIROBE

### AMPLIATIONS :

- ARMP
- Président CIPM
- Service des Marchés



**OPENED NATIONAL QUOTATION REQUEST TO TENDER**  
N°033/ONQR/MINADER/NPRDCCS/ITB/2019 OF THE 21<sup>ST</sup> MARCH 2019 RELATING TO THE  
ACQUISITION AND DISTRIBUTION OF FUNGICIDES TO MINISTRY OF AGRICULTURE AND  
RURAL FOR NATIONAL PROJECT RECOVERY AND DEVELOPMENT OF COCOA-COFFEE  
SECTORS (NPRDCC).

**FINANCING: PIB MINADER-Budget of NPRDCC, Exercise 2019**

**1- Subject of the tender**

In order to improve the productivity of cocoa and coffee farms through the implementation of an efficient and sustainable system of protection of cocoa-coffee orchards, the Minister of Agriculture and Rural Development, Project Manager launches, on behalf of the National Cocoa-Coffee Sector Recovery and Development Project (PNRDFCC), an Open Consultation Notice for the procurement of fungicides for the supply of fungicides.

**2- Nature of Service**

The service that is the subject of this Order is for the supply of the contact fungicide of 10,000 sachets of 50G.

**3- Delivery and place deadline**

3.1. The maximum delivery deadline provided for by the Contracting Authority shall be one (01) month.

3.2. The supplies subject of this Letter Order will be delivered in accordance with the table below:

Désignations	Total Quantity	Unit	Quantity by Region		Beneficiaries (cooperative-GIC-large operators)		
			CE	2000	REG	GIC or COOP	Large Producers
cocoa fungicide,	7 004	50 kg bags	SW	1500	CE	25	10
			SU	1400	SW	15	10
			LT	1000	SU	13	10
			ES	1104	LT	10	10
coffee fungicide	2 996		NW	1246	ES	10	10
			OU	1250	NW	10	10
			AD	500	OU	12	10
					AD	5	5

**4- Allotment**

The supplies shall be divided into single lot.

**5- Estimated cost**

The estimated cost of the operation following prior studies stands at ten million (10 000 000) CFA francs.

#### 6- Participation and origin

Participation to this invitation to tender is open to all certified Cameroonian based suppliers with proven experience in this domain.

#### 7- Financing

Services forming the subject of this invitation to tender shall be financed by PIB MINADER- **Budget of NPRDCC, Exercise 2019; Imputation N°53 30 392 01 330001 2275.**

#### 8- Bid bond

Each bidder must include in his administrative document, a provisional bid bond issued by a bank approved by the Ministry of finance of an amount of an amount of two hundred thousand (200 000) FCFA and valid for thirty (30) days beyond the validity of offers.

In accordance with Article 90 (7) of the Public Procurement Code, which stipulates that small and medium-sized enterprises with capital and national leaders, as well as civil society organizations, may produce, in place of the bid bond, a certified check, either a bank check or a legal hypothec, or a deposit from a bank account or an approved financial institution in accordance with the laws in force.

#### 9- Consultation of the tender file

The file may be consulted during working hours at the Contracts' Service of the Department of Material and Financial Resources of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé telephone: 222 22 16 24 as soon as this notice is published.

#### 10- Acquisition of tender file

The file may be obtained from the Contracts' Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé telephone: 222 22 16 24 as soon as this notice is published against payment of non-refundable sum eighteen thousand (18 000) Francs CFA at the Public Treasury.

Also, the tenderers will have to register making sure at the same time that their address (postal, telephone, fax, e-mail) is provided in the Contract's Service during working hours.

#### 11- Submission of offers

Tenders should be written in English or French and in **five (05) copies** with one (01) original and **four (04) photocopies**. This file should reach the Contracts' Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé, on or before ~~the 2. SEPT. 2019~~ **exactly 2.00 Pm local time** and should carry the following:

### **"OPENED NATIONAL QUOTATION REQUEST TO TENDER"**

**N°033/ONQR/MINADER/NPRDCCS/ITB/2019 OF THE 1. AOÛT. 2019** RELATING TO THE ACQUISITION AND DISTRIBUTION OF FUNGICIDES TO MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL FOR NATIONAL PROJECT RECOVERY AND DEVELOPMENT OF COCOA-COFFEE SECTORS (NPRDCC).

*"To be opened only during the bids analysis session"*

#### 12- Admissibility of offers

Under risk being reject, the other administrative documents required must be produced in originals or true copies certified by the issuing service or an administrative authority in accordance with the Special Conditions of the invitation to tender.

They must be older than three (03) months preceding the original date of submission of bids or must not have been established after the signing of the tender notice. Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of this notice and Tender File shall be declared inadmissible.

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank approved by the Minister Finance in accordance with Article 90 (7) of the Public Procurement Code, which stipulates that small and medium-sized enterprises with capital and national leaders, as well as civil society organizations, may produce, in place of the bid bond, a certified check, either a bank check or a legal hypothec, or a deposit from a bank account or an approved financial institution in accordance with the laws in force will result in outright rejection of the offers.

**13- Opening of bids**

The bids shall be opened in a single phase.

The opening of the administrative documents and the technical and financial offers will take place on ..... **at 03 pm** local time by the **Tenders Board** of the **Ministry of Agriculture and Rural Development** in the conference hall **DESA**.

Only bidders can attend or be duly represented by a person of their choice.

**14- Main eliminatory criteria**

Bids shall automatically be rejected when:

- ✓ Absence of the bid bond;
- ✓ Non-production beyond 48 hours after the opening of bids, of a piece of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- ✓ False declaration or falsified documents;
- ✓ Going beyond of delivery deadline;
- ✓ Absence of the prospectus with technical fact sheets of the manufacturer;
- ✓ Non respect of models or tender file documents;
- ✓ Absence of an agreement as a recognised distributor of phytosanitary products;
- ✓ Absence of the homologation decree of the product valid in Cameroon;
- ✓ Absence of the declaration on the honor of a market during three last years and only the company is not reproduced on the list of the failing companies annually established by the Minister for the Public Markets;
- ✓ Absence of the presentation of the stamp of the manufacturer.



**15- Attribution**

The Contracting Authority shall attribute the contract to the bidder who is in conformity with the specifications of the tender document, disposes technical and financial capacities to execute the contract and who has been evaluated as the least bidder.

**16- Validity of offers**

Bidders will remain committed to their tenders for a maximum period of **sixty (60) days** from the deadline set for the submission of tenders.

**17- Complementary information**

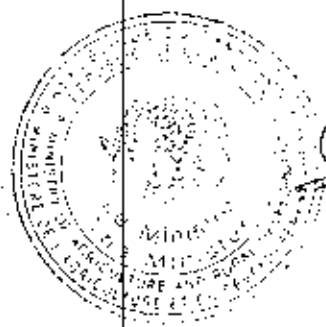
Complementary technical information may be obtained during working hours from the Contract's Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé telephone: 222 22 16 24.

**18- Denunciations**

For any act of corruption, kindly call or send an SMS to MINMAP at the following numbers 673 20 57 25 or 699 37 07 48.

Done in Yaounde, the 21<sup>st</sup> AOUT 2018

The Minister



Signature: MBEKOU

**Copies:**

- ARMP
- Chapersons of Tender Board
- Contracts Service



**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### A. LE DOSSIER DE CONSULTATION

#### ARTICLE 1 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

- 1.1. Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural dénommé « l'Autorité Contractante », lance une Consultation Ouverte pour l'acquisition et la distribution des fongicides.
- 1.2. Le Dossier de Consultation comprend les documents ci-après :
- Avis en français et en anglais ;
  - Règlement de la consultation ;
  - Spécifications techniques ;
  - Bordereau des prix unitaires;
  - Cadre du devis quantitatif et; estimatif ;
  - Projet de Lettre Commande ;
  - Modèle de tableau de comparaison des offres ;
  - Modèles des pièces ;
  - Liste des Ets financiers et compagnies d'assurances agréées par le MINFI.
- 1.3. Le prestataire devra examiner les instructions, modèles, conditions et spécifications contenues dans le Dossier de Consultation.


### B. PREPARATION DES OFFRES

#### ARTICLE 2 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre ainsi que toutes les correspondances concernant l'offre seront rédigées en français ou en anglais.

#### ARTICLE 3 : CONSTITUTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF

Le Dossier Administratif à soumettre doit impérativement comprendre les pièces suivantes

- 
- la déclaration d'intention de souscrire une offre, timbrée, datée et signée;
  - l'Attestation de non redevance ;
  - la Déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un Marché au cours des trois (03) dernières années et que l'entreprise ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le Ministère des Marchés Publics;
  - l'Attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance ou tout autre document établi par l'institution compétente du pays de résidence du soumissionnaire étranger datant de moins de trois (03) mois précédant la date de remise des offres ;
  - le cautionnement bancaire délivré par un Ets financier agréé par le MINFI et Conformément à l'Article 90 (7) du Code des Marchés Publics, les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux , ainsi que les organismes de la société civile peuvent produire, à la place de la caution de soumission, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un Ets bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur, d'un montant de deux cent mille (200 000) Francs CFA.
  - l'Attestation CNPS datant de moins de 03 mois ;
  - l'Attestation de Domiciliation bancaire ;
  - l'Attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
  - la quittance d'achat du Dossier de Consultation délivrée par le Trésor public, d'un montant de dix-huit mille (18 000) Francs CFA ;
  - le Plan de localisation de l'entreprise certifié;
  - la Carte de contribuable certifiée;
  - le Registre de commerce certifié;
  - l'Attestation de localisation certifiée.

#### ARTICLE 4 : DOSSIER TECHNIICO-FINANCIER ET SON CONTENU

Le dossier technico-financier à soumettre doit impérativement comprendre :

- (a) la lettre de soumission ou l'acte d'engagement timbré, daté et signé;
- (b) les spécifications techniques;
- (c) le devis quantitatif et estimatif;
- (d) le projet de la Lettre Commande paraphé sur toutes les pages et signé à la fin du document,
- (e) le bordereau des prix unitaires daté et signé.

#### ARTICLE 5 : OFFRE

4.1. Le prestataire précisera dans la soumission le lieu de livraison et les prix hors taxes sur la valeur ajoutée (HTVA) et toutes taxes comprises (TTC) et tous droits de douanes.

4.2. Le prestataire complétera le bordereau descriptif et quantitatif fourni dans le Dossier de Consultation, en indiquant les différentes rubriques dans la ligne qui lui est réservée, les prix unitaires, le prix total pour chaque rubrique.

4.3. Le prestataire remplira et signera le projet de Lettre Commande.

#### ARTICLE 6 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les prix seront libellés en francs CFA.

#### ARTICLE 7 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les offres seront valables pour la période de ~~soixante (60) jours~~ **soixante (60) jours** à compter de la date de l'ouverture des plis.

#### C. DEPOT DES OFFRES

#### ARTICLE 8 : CACHETAGE ET MARQUAGE DES OFFRES

Les soumissionnaires placeront l'original et ~~quatre (04) copies~~ **deux (02) copies** de leurs offres dans une enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure devra contenir ~~deux (02) enveloppes~~ **deux (02) enveloppes** cachetées ;

- (a) adressée au Maître d'Ouvrage à l'adresse indiquée dans le Dossier de Consultation ;
- (b) portant le nom du projet, le titre et le numéro de la consultation indiqués dans le Dossier de Consultation.

La première enveloppe portera la mention "Pièces Administratives" et contiendra les pièces mentionnées à l'article 3.

La deuxième enveloppe portera la mention "Offre Technico-Financière" et contiendra les pièces mentionnées à l'article 4.

Toute soumission non conforme en tous points aux prescriptions de la présente consultation sera rejetée.

#### ARTICLE 9 : DATE ET HEURE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES

Les offres doivent être reçues à l'adresse et au plus tard à l'heure et à la date mentionnées dans l'avis de consultation de la Demande de Cotation au point 10. Le dépôt des plis aura lieu le ..... à **14 heures précises** au Service des Marchés du MINADER, 3<sup>ème</sup> chalet.

#### D. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES

#### ARTICLE 10 : OUVERTURE DES PLIS

La Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) du MINADER ouvrira les plis en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

L'ouverture des plis aura lieu le ..... à **15 heures précises**.

#### ARTICLE 11 : VERIFICATION DE LA CONFORMITE ET COMPARAISON DES OFFRES

La CIPM procédera à la vérification de la conformité et à la comparaison des offres en procédant dans l'ordre suivant :

- \* l'examen de la conformité des offres au plan administratif et du point de vue des délais et des spécifications techniques ;
- \* comparaisons des offres financières : la vérification des opérations arithmétiques, en utilisant le cas échéant les prix unitaires en lettres pour procéder aux corrections nécessaires ;
- \* l'élaboration d'un tableau récapitulatif des offres.

#### **ARTICLE 12 : DROIT DE MODIFIER LES QUANTITES**

Le Maître d'Ouvrage, au moment de l'attribution de la Lettre Commande, se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer de 15% au plus la quantité des fournitures et de services spécifiés dans le Bordereau des quantités, sans changement de prix unitaires ou d'autres termes et conditions.

#### **ARTICLE 13 : ATTRIBUTION DE LA LETTRE COMMANDE**

La CIPM proposera l'attribution de la Lettre Commande au cocontractant, dont elle aura déterminé que l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier de Consultation, et qu'elle est l'offre évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

#### **ARTICLE 14 : COMMUNIQUE DE L'ATTRIBUTION DE LA LETTRE COMMANDE**

Le Maître d'Ouvrage décidera de l'attribution et publiera le résultat de la consultation ouverte, par voie de presse et/ou par voie d'affichage en communiquant :

- a) le nom de l'attributaire ;
- b) l'objet de la consultation ;
- c) le délai et lieu de livraison ;
- d) Le montant de la Lettre Commande.

#### **ARTICLE 15 : SIGNATURE DE LA LETTRE COMMANDE**

Dans les quinze (15) jours suivant l'attribution, la Lettre Commande sera signée par le Maître d'Ouvrage et sera notifiée au Cocontractant qui se verra délivrer l'original de l'acte selon la procédure en vigueur.

#### **ARTICLE 16 : CORRUPTION ET MANŒUVRES FRAUDULEUSES**

Le Président, les Membres de la Commission et les soumissionnaires doivent observer en tout temps, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes. Ils doivent notamment s'interdire toute corruption ou toute autre forme de manœuvres frauduleuses. En vertu de ce principe, les expressions ci-dessus sont définies de la façon suivante :

- (i) est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un Marché, et
- (ii) se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un Marché de manière préjudiciable au Maître d'Ouvrage. « Manœuvres frauduleuses » comprend notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (avant ou après la remise de l'offre) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver ainsi le Maître d'Ouvrage des avantages de cette dernière.
- (iii) Tout soumissionnaire passible de corruption et de manœuvre frauduleuse verra son offre rejetée conformément au Code des Marchés Publics.





## SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FONGICIDES

Les acquisitions doivent respecter les spécifications suivantes :

### a). FONGICIDES SUR CACAoyer

#### **Matières actives**

Acétamipride + Bifenthrine\*\*\*

Acétamipride + Cyperméthrine\*\*\*

Acétamipride + Lambda-cyhalothrine\*\*\*

Imidaclopride + Cyperméthrine\*\*\*

Imidaclopride + Lambda-cyhalothrine\*\*\*

Imidaclopride + Bifenthrine\*\*\*

Thiaclopride + Lambda-cyhalothrine\*\*\*

Thiametoxan + Lambda-cyhalothrine\*\*\*

#### **Concentrations**

20g/l + 20g/l

(20g/l - 100 g/l) + (20g/l - 50g/l)

20g/l + 15 g/l

(10 g/l - 20g/l) + (40 g/l - 80g/l)

(20 g/l - 30g/l) + (20 g/l - 60g/l)

30g/l + 20 g/l

30g/l + 16 g/l

(30 g/l - 146g/l) + (15 g/l - 106g/l)

**Conditionnement** : Sachets doses pour pulvérisateur à dos à pression entretenue de 15 L

### b). FONGICIDES SUR CAFEIER

#### **Matières actives**

Chlorpyrifos- ethyl\*\*

Chlorpyrifos + Cyperméthrine\*\*

Imidaclopride + Lambda-cyhalothrine\*\*\*

#### **Concentrations**

480g/l - 600g/l

200g/l + 20g/l

1kg + 20g/kg

**Conditionnement** : Sachets doses pour pulvérisateur à dos à pression entretenue de 15 L





**CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES**

## CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

N°	Désignation	Prix unitaire en toutes lettres hors TVA	Unité	Prix unitaires en chiffres HTVA
01	Fongicide de contact pour cacao			
02	Fongicide de contact pour café			

Date

(Insérer la date)

Signature

Nom du Soumissionnaire





**CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF**

N°	Description détaillée de l'article	Quantité (Sac de 50 G)	Prix unitaire (En chiffres et en lettres)	Prix Total
1	Fongicide de contact pour cacao	7004		
2	Fongicide de contact pour café	2996		
<b>TOTAL (H TVA)</b>				
<b>TVA (19, 25%)</b>				
<b>IR ( 2,2% ou 5,5% TH TVA)</b>				
<b>NET A PAYER</b>				
<b>TOTAL (TTC)</b>				

Total toutes taxes comprises (lettres) : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ francs CFA.



PIECE : N° 6

**TABLEAU DE COMPARAISON DES OFFRES**



**TABLEAU DE COMPARAISON DES OFFRES**

N°	Noms des soumissionnaires	Adresse	Conformité de l'offre		Livraison		Prix total TTC	Observations
			Oui	Non	Délai	Lieu		
1								
2								
3								
4								

**Membres de la Commission Interne de Passation des Marchés :**

**Nom**

**Fonction**

**Signature**



PIECE : N° 7

MODELE DE LA LETTRE-COMMANDE





LETTRE COMMANDE N° \_\_\_\_\_ /LC/MINADER/CIPM/PNRDFCC/2019 DU \_\_\_\_\_

PASSEE APRES CONSULTATION OUVERTE POUR UNE DEMANDE DE COTATION N°033/DC /MINADER/PNRDFCC/CIPM/2019 DU ..... RELATIVE A L'ACQUISITION ET DISTRIBUTION DES FONGICIDES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL POUR LE COMPTE DU PROJET NATIONAL DE RELANCE ET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES CACAO-CAFE.

TITULAIRE :

OBJET : FOURNITURE DES FONGICIDES DE CONTACT POUR CACAO SEPT MILLE QUATRE (7 004) ET DEUX MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT SEIZE (2 996) CAFE

DELAI DE LIVRAISON : UN (01) MOIS

LIEU DE LIVRAISON : COORDINATION REGIONALE DU PNRDFCC DES REGIONS CONCERNEES

MONTANT :

FINANCEMENT : BIP MINADER-BUDGET DU PNRDFCC, EXERCICE : 2019



IMPUTATION : 53 30 392 01 330001 2275

SOUSCRITE LE \_\_\_\_\_  
SIGNEE LE \_\_\_\_\_  
NOTIFIEE LE \_\_\_\_\_  
ENREGISTREE LE \_\_\_\_\_

**ENTRE :**

Le GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN, représenté par le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, ci-après dénommé :

**« LE MAITRE D'OUVRAGE »**

**D'UNE PART,**

**ET**

\_\_\_\_\_ BP \_\_\_\_\_, Tél. \_\_\_\_\_

Dont le siège social est situé à \_\_\_\_\_

Représenté par son Directeur Général ci – après désigné



**« LE COCONTRACTANT »**

**D'AUTRE PART,**

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

# SOMMAIRE

Titre I : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Titre II : Spécifications Techniques (ST)

Titre III : Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

Titre IV : Devis Quantitatif et Estimatif (DQE)



**Titre I: Cahier des Clauses Administratives  
Particulières**



## SOMMAIRE

### CHAPITRE I : GENERALITES

ARTICLE 1 :	OBJET DE LA LETTRE COMMANDE
ARTICLE 2 :	CONSISTANCE DE LA PRESTATION
ARTICLE 3 :	PROCEDURE DE PASSATION DE LA LETTRE COMMANDE
ARTICLE 4 :	DEFINITIONS, ATTRIBUTIONS ET NANTISSEMENT
ARTICLE 5 :	LANGUE, LOI ET REGLEMENTATION APPLICABLES
ARTICLE 6 :	NORMES
ARTICLE 7 :	PIECES CONSTITUTIVES DE LA LETTRE COMMANDE
ARTICLE 8 :	TEXTES GENERAUX APPLICABLES.
ARTICLE 9 :	COMMUNICATION
ARTICLE 10 :	ORDRE DE SERVICE
ARTICLE 11 :	MATERIEL ET PERSONNEL DU FOURNISSEUR

### CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES

ARTICLE 12 :	CAUTIONS ET GARANTIES
ARTICLE 13 :	MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE
ARTICLE 14 :	LIEU ET MODE DE PAIEMENT
ARTICLE 15 :	VARIATION DES PRIX
ARTICLE 16 :	AVANCE DE DEMARRAGE
ARTICLE 17 :	INTERETS MORATOIRES
ARTICLE 18 :	PENALITES DE RETARD
ARTICLE 19 :	REGIME FISCAL
ARTICLE 20 :	TIMBRES ET ENDOSSEMENTS DE LA LETTRE COMMANDE

### CHAPITRE III : EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 21 :	BREVET
ARTICLE 22 :	LIEU ET DELAI DE LIVRAISON
ARTICLE 23 :	ROLES ET RESPONSABILITES DU FOURNISSEUR
ARTICLE 24 :	TRANSPORT ET

### CHAPITRE IV : RECEPTION

ARTICLE 25 :	RECEPTION TECHNIQUE
ARTICLE 26 :	RECEPTION DEFINITIVE

### CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 27 :	RESILIATION DE LA LETTRE COMMANDE
ARTICLE 28 :	CAS DE FORCE MAJEURE
ARTICLE 29 :	DIFFERENDS ET LITIGES
ARTICLE 30 :	EDITION ET DIFFUSION DE LA LETTRE COMMANDE
ARTICLE 31 :	ET DERNIER: ENTREE EN VIGUEUR DE LA LETTRE COMMANDE



## CHAPITRE I : GENERALITES

### ARTICLE 1: OBJET DE LA LETTRE COMMANDE

Dans le but d'améliorer la productivité des exploitations de cacao et cafés à travers la mise en œuvre d'un système efficace et durable de protection des vergers cacao-café, le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Projet National de Relance et de Développement des Filières Cacao-Café (PNRDFCC), un Avis de Consultation Ouverte pour la Demande de Cotation relative à la fourniture des fongicides.

### ARTICLE 2: CONSISTANCE DE LA PRESTATION

La prestation objet de la présente Lettre Commande comprend la fourniture de sept mille quatre fongicide de contact pour cacao (7 004) et deux mille neuf cent quatre-vingt-seize (2 996) sacs de 50 G de fongicide de contact.

### ARTICLE 3: PROCEDURE DE PASSATION DE LA LETTRE COMMANDE

La présente Lettre Commande est passée après Consultation Ouverte pour une Demande de Cotation N°033/DC/MINADER/PNRDFCC/CIPM/2019 du .....

### ARTICLE 4: DEFINITIONS, ATTRIBUTIONS ET NANTISSEMENT

#### 4.1. Définitions générales et attributions

- Le Maître d'Ouvrage est le **Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** ;
- L'Autorité Contractante est le **Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** ;
- L'Autorité en charge du contrôle de l'exécution de la prestation est le **Ministère des Marchés Publics**.
- Le Chef de Service du **Ministère du Coordonnateur National de Relance et de Développement des Filières Cacao-Café** ;
- L'Ingénieur du Marché est le **Directeur de la Réglementation et du Contrôle de Qualités des Intrants et Produits Agricoles** ;
- Le Cocontractant est.....

#### 4.2. Nantissement

- L'Autorité chargée de l'ordonnancement est le **Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** ;
- L'Autorité chargée de la liquidation des dépenses est le **Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** ;
- Le Responsable chargé du paiement est le **Payeur Spécialisé auprès du MINADER**.
- Le Responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution de la présente Lettre Commande est le **Chef de Service du Marché**.

### ARTICLE 5: LANGUE, LOI ET REGLEMENTATION APPLICABLES

5.1. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

5.2. Le fournisseur s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation de la Lettre Commande. Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature de la présente Lettre Commande venaient à être modifiés après la signature de celle-ci, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

### ARTICLE 6: NORMES

6.1. Les fournitures livrées en exécution de la présente Lettre Commande seront conformes aux normes et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, à la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun ; cette norme sera la norme la plus récemment approuvée par l'autorité compétente.

6.2. Le fournisseur étudiera, exécutera et garantira les fournitures et prestations de la présente Lettre Commande en prenant en considération la meilleure pratique de réalisation au Cameroun pour des opérations de technologie similaire.

#### **ARTICLE 7: PIECES CONSTITUTIVES DE LA LETTRE COMMANDE**

Les pièces contractuelles constitutives de la présente Lettre Commande sont par ordre de priorité :

1. le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
2. les Spécifications Techniques (ST);
3. les éléments propres à la détermination du montant de la Lettre Commande, tels que, par ordre de priorité : les bordereaux des prix unitaires; le détail ou le devis estimatif ; le sous-détail des prix unitaires.

#### **ARTICLE 8: TEXTES GENERAUX APPLICABLES**

La présente Lettre Commande est soumise aux textes généraux ci-après :

1. La loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat ;
2. La loi n°2018/022 du 11 décembre 2018 portant loi des finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2019;
3. Le décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics et ses textes modificatifs subséquents ;
4. Le décret n°2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics et ses modificatifs subséquents ;
5. Le décret n°2011/408 du 9 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement modifié et complété par le décret n°2019/075 du 07 mars 2019 portant organisation du Gouvernement ;
6. Le décret n°2012/075 du 07 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics dans ses dispositions non contraires au Code des Marchés Publics ;
7. Le décret n°2018/366 du 21 juin 2018 portant Code des Marchés Publics et ses textes d'application ;
8. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de fourniture mis en vigueur par arrêté n°2007/33/CAB/PM du 13 février 2007 ;
9. Les normes en vigueur ;
10. Circulaire N°0001/C/MINFI du 28 décembre 2018 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au suivi et au Contrôle de l'exécution du budget de l'Etat, des Entreprises et des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés, pour l'exercice 2019 ;
11. La Décision N°006/D/MINMAP/SG/DAJ du 04 janvier 2018 constatant la composition des Commissions de Passation des Marchés.
12. Décision N° 00432/CAB/MINMAP du 18 juin 2019 portant nomination de Présidents des Commission Internes de Passations des Marchés Publics ;
13. D'autres textes spécifiques au domaine concerné par la Lettre Commande.

#### **ARTICLE 9 : COMMUNICATION**

9.1. Toutes communications au titre de la présente Lettre Commande sont écrites et les notifications faites aux adresses ci-après

a. Dans le cas où le fournisseur est le destinataire Madame/Monsieur.....

A son domicile situé à son siège ou à l'Agence territorialement compétent, ou le cas échéant, à côté du lieu de livraison ou de fourniture du service ..... ;

Passé le délai de 15 jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au Maître d'Ouvrage, au Chef de service son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la mairie de.....

b. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage en est le destinataire :

Monsieur le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural avec copie adressée dans les Mêmes délais au Chef de service du Marché et à l'Ingénieur le cas échéant.

9.2. Le fournisseur adressera toutes notifications écrites ou correspondances à l'Ingénieur du Marché, avec copie au Chef de service du Marché.

## ARTICLE 10 : ORDRE DE SERVICE

10.1. L'Ordre de Service de commencer les prestations est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié par le chef de Service du Marché avec copie à l'Ingénieur du Marché et le Payeur.

10.2. Les Ordres de Service à incidence financière ou susceptibles de modifier les délais seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de Service du Marché avec copie à l'Ingénieur du Marché et le Payeur.

10.3. Les Ordres de Service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations et sans incidence financière seront directement signés par le Chef de Service du Marché et notifiés par l'Ingénieur du Marché.

10.4. Les Ordres de Service valant mise en demeure sont signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de Service du Marché avec copie à l'Ingénieur du Marché.

10.5. Le fournisseur dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas l'entreprise d'exécuter les ordres de service reçus.

## ARTICLE 11 : MATERIEL DU FOURNISSEUR

11.1. Matériel proposé dans l'offre

Le fournisseur utilisera le matériel approprié proposé dans l'offre pour la bonne exécution des prestations selon les règles de l'art.

10.2. Toute modification apportée sera notifiée au Maître d'Ouvrage.



## CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES

### ARTICLE 12 : GARANTIES OU CAUTIONS

#### 13.1. Cautionnement définitif

Conformément aux dispositions de l'Article 142 du Code des Marchés Publics, il n'est pas prévu de cautionnement définitif dans le cadre de cette Lettre Commande.

#### 13.2. Retenue de garantie

La retenue de garantie est fixée à 3% du montant TTC de la Lettre Commande.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement de bonne exécution sera effectuée dans un délai d'un (01) mois après la réception définitive par la main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du fournisseur.

### ARTICLE 13 : MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE

Le montant de la présente Lettre Commande, tel qu'il ressort du détail ou devis estimatif ci-joint, est de \_\_\_\_\_ (en chiffres) \_\_\_\_\_ (en lettres) francs CFA toutes taxes comprises (TTC) ; soit :

- Montant HTVA : \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_\_) francs CFA ;
- Montant de la TVA : Exonérée;
- Montant AIR: \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_\_) francs CFA ;
- Montant Net à Percevoir: \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_\_) francs CFA.

### ARTICLE 14 : LIEU ET MODÉ DE PAIEMENT

14.1. En contrepartie des paiements à effectuer par le maître d'Ouvrage au fournisseur, dans les conditions indiquées dans la Lettre Commande, le fournisseur s'engage par les présentes à exécuter la Lettre commande conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics en vigueur.

14.2. Les paiements s'effectueront au compte n° \_\_\_\_\_ ouvert au nom du fournisseur à la banque \_\_\_\_\_.

### ARTICLE 15 : VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes

## **ARTICLE 16 : AVANCE DE DEMARRAGE**

Le Maître d'Ouvrage n'accordera aucune avance de démarrage pour La présente Lettre Commande.

## **ARTICLE 17 : INTERETS MORATOIRES**

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues conformément des articles 166 et 167 du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marché Publics.

## **ARTICLE 18 : PENALITES DE RETARD**

### **A. Pénalités de retard**

18.1. En cas de dépassement du délai contractuel imputable au titulaire du marché, il lui est appliqué une pénalité de retard, dont le montant est fixé comme suit :

a- Un deux millièmes (1/2000<sup>e</sup>) du montant TTC de la Lettre Commande de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;

b- Un millième (1/1000<sup>e</sup>) du montant du montant de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

### **B. Pénalités spécifiques**

18.2. Indépendamment des pénalités pour dépassement du délai contractuel, le Cocontractant est passible des pénalités particulières suivantes pour inobservation des dispositions du contrat, notamment :

- Remise tardive du cautionnement définitif ;
- Remise tardive des assurances.

18.3. En tout état de cause, le montant cumulé des pénalités ne saurait excéder dix pour cent (10%) du montant TTC de la Lettre Commande de base et de ses avenants éventuels sous peine de résiliation.

## **ARTICLE 19 : REGIME FISCAL ET DOUANIER**

La Lettre Commande est soumise en matière de fiscalité à la réglementation en vigueur dans la République du Cameroun. La Lettre Commande est conclue tout taxes comprises, conformément au décret N°2003/651/PM du 16 avril 2003 qui définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des Marchés Publics. La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

- Des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'AIR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés ;
- Des droits d'enregistrement calculés conformément aux dispositions du code des impôts ;
- Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché :
  - o Des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique ;
  - o Des droits et taxes communaux.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse.

Sauf mention spécifique contraire, l'Entrepreneur devra supporter et payer tous droits, taxes, impôts et charges lui incombant ainsi qu'à ses sous-traitants.

## **ARTICLE 20 : TIMBRES ET ENREGISTREMENT DE LA LETTRE COMMANDE**

Sept (07) exemplaires originaux de la Lettre Commande seront timbrés et enregistrés par les soins et au frais du fournisseur, conformément à la réglementation en vigueur.

## **CHAPITRE III : EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **ARTICLE 21 : BREVET**

Le fournisseur garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou de leurs composants.

## ARTICLE 22 : LIEU ET DELAI DE LIVRAISON

### 22.1. Lieu de livraison

Les fournitures objet de la Lettre Commande, seront livrées conformément au tableau ci-après :

DésignationS	Qté total	Unité	Quantité par Région		Bénéficiaires (coopérative-GIC-grands exploitants)		
			CE		REG	GIC ou COOP	Grands Producteurs
Fongicide pour cacaoyer	7 004	Sacs de 50 KG	CE	2000	REG		
			SW	1500	CE	25	10
			SU	1400	SW	15	10
LT	1000		SU	13	10		
ES	1104		LT	10	10		
NW	1246		ES	10	10		
OU	1250		NW	10	10		
AD	500		OU	12	10		
AD			AD	5	5		
Fongicide pour caféier	2 996						

### 22.2. Délai de livraison

Le délai de livraison maximum est fixé à un (01) mois, à compter de la date de notification et de l'ordre de service de commencer la livraison.

## ARTICLE 23 : ROLES ET RESPONSABILITES DU FOURNISSEUR

Le fournisseur a pour mission d'assurer la fourniture des biens tels que décrits dans les Spécifications Techniques (ST), sous le contrôle de l'ingénieur du marché et ce conformément à la présente Lettre Commande et aux règles et normes en vigueur au Cameroun.

## ARTICLE 24 : TRANSPORT ET ASSURANCE

### 24.1. Transport

Le fournisseur doit prendre toutes dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le fournisseur doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison.

### 24.2. Assurance

Les risques de toutes natures pendant le transport jusqu'au lieu de livraison doivent être couverts par une assurance prise par le fournisseur.

## CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION

### ARTICLE 25 : RECEPTION PROVISOIRE

La Commission de réception sera composée des membres suivants:

- Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural ou son Représentant.....Président ;
- L'ingénieur du Marché.....Rapporteur ;
- Le Chef de Service du Marché.....Membre ;
- Le Représentant du MINMAP.....Observateur ;
- Le Chef de Service des Marchés du MINADER.....Membre ;
- L'Agent Public chargé de la comptabilité-Matières du PNRDFCC.....Membre ;
- Le Cocontractant ou son Représentant dûment mandaté.....Membre.

Article 157(2) du Code des marchés qui stipule que pour être valable, le procès-verbal de réception doit être signé par les deux tiers (2/3) au moins des membres dont le Président

#### **ARTICLE 26: RECEPTION DEFINITIVE**

La réception définitive marque la fin du Marché et libère le Maître d'Ouvrage et le Cocontractant de toutes leurs obligations. La signature contradictoire du décompte général et définitif par le Maître d'Ouvrage et le Cocontractant clôt définitivement le Marché. Elle dressera un procès – verbal de réception définitive dont une (01) copie sera remise à chacun de ses membres et trois (03) exemplaires au Cocontractant pour joindre à ses factures.

#### **CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **ARTICLE 27 : RESILIATION DE LA LETTRE COMMANDE**

La présente Lettre Commande peut être résiliée de plein droit conformément à l'article 182 du Code des Marchés Publics notamment dans l'un des cas de :

- Retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10% du montant de la fourniture
- Défaillance du fournisseur.

#### **ARTICLE 28: CAS DE FORCE MAJEURE**

En cas de force majeure, le Cocontractant ne pourra voir sa responsabilité dérogée que s'il a averti par écrit le Maître d'Ouvrage de son intention d'évoquer ce cas de force majeure, et ce avant la fin du troisième (3ème) jour qui a succédé à l'événement. En tout état de cause, il appartient au Maître d'Ouvrage d'apprécier ce cas de force majeure et les preuves fournies.

#### **ARTICLE 29 : DIFFERENDS ET LITIGES**

Les différends ou litiges nés de l'exécution de la présente Lettre Commande peuvent faire l'objet d'un règlement à l'amiable. Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend celui-ci est porté devant la juridiction compétente.

#### **ARTICLE 30: EDITION ET DIFFUSION DE LA LETTRE COMMANDE**

Huit (08) exemplaires de la présente Lettre Commande seront édités par les soins du fournisseur et fournis au Chef de Service des Marchés.

#### **ARTICLE 31 : ET DERNIER : ENTREE EN VIGUEUR DE LA LETTRE COMMANDE**

La présente Lettre Commande ne deviendra définitive qu'après sa signature par le Maître d'Ouvrage. Elle entrera en vigueur dès sa notification au fournisseur par ce dernier.



PAGE \_\_\_\_\_ ET DERNIERE DE LA LETTRE COMMANDE N° \_\_\_\_\_ /LC/MINADER/PNRDFCC/CIPM/ /2019 PASSEE APRES CONSULTATION OUVERTE POUR UNE DEMANDE DE COTATION N°033/DC/MINADER/CIPM/PNRDFCC/2019 DU ..... RELATIVE A L'ACQUISITION ET DISTRIBUTION DES FONGICIDES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL POUR LE COMPTE DU PROJET NATIONAL DE RELANCE ET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES CACAO-CAFE.

MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE: \_\_\_\_\_

DELAÏ DE LIVRAISON :

LUE ET APPROUVEE PAR :

**LE COCONTRACTANT**

YAOUNDE, LE \_\_\_\_\_

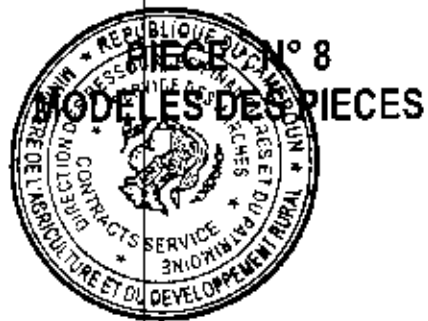
SIGNEE PAR :

**Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural**

YAOUNDE, LE \_\_\_\_\_

ENREGISTREMENT





ANNEXE N°1 : MODELE DE SOUMISSION

Je soussigné.....(indiquer le nom et la qualité du signataire) représentant de la Société, l'entreprise ou le groupement.....dont le siège social est à .....inscrite au registre du commerce de.....sous le n°.....

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au dossier de Consultation y compris les additifs N°.....(rappeler l'objet de l'appel d'offres)

Me soumet et m'engage à livrer les fournitures conformément au dossier d'Appel d'Offres, moyennant les prix que j'ai établi moi-même sur la base des bordereaux de prix et quantités, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre à (en chiffres et en lettres).....francs CFA Hors TVA, et à.....francs CFA toutes taxes comprises (en chiffres et en lettres)

M'engage à livrer les fournitures dans un délai de.....mois

M'engage en outre à maintenir mon offre pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres.

Les rabais offerts et les modalités d'application de ces rabais sont les suivants :.....



L'Administration se libérera les sommes dues par elle au titre de la présente Lettre Commande en faisant donner crédit au compte N°.....ouvert au nom de.....auprès de la

banque.....Agence de.....

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à

.....le.....

Signature de .....

En qualité de.....

Dûment autorisé à signer les soumissions pour et nom de.....

## ANNEXE N°2 : MODELE DE CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Adresse à (indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse), « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que le Fournisseur ....., ci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du ..... Pour (rappeler l'objet de l'appel d'offres), ci-dessous désignée « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à (indiquer le montant) francs CFA,

Nous ..... (nom et adresse de la banque), représentée par ..... (noms des signataires), ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage de la somme maximale de (indiquer le montant) Francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire l'offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur l'acte de soumission ;

Où

Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution du marché par le Maître d'ouvrage pendant la période de validité :

- Manque à signer ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire ;
- Manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché (cautionnement définitif), comme prévu dans cet acte.

Nous nous engageons à payer au Maître d'ouvrage un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître d'Ouvrage notera que le montant qui lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, ont été remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur à la signature et dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque  
à.....,le.....

Signature de la banque

ANNEXE 3 : DECLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

A insérer en annexe à la

Je soussigné,

Nationalité :

Domicile :

Fonction :

En vertu de mes pouvoirs de Directeur Général, après avoir pris connaissance du Dossier de Consultation N° ..... relatif à .....  
Déclare par la présente, l'intention de soumissionner à cet Appel d'Offres.



**ANNEXE N° 4 : MODELE DE LA DECLARATION SUR L'HONNEUR**

Je soussigné M.....Directeur

Général de :.....BP :.....NIU.....

Soumissionnaire (références de l'Appel d'Offres).....

En application des dispositions de la lettre-circulaire

N°004/LC/MINMAP/CAB du 25 janvier 2017 relative à la prise en compte des défaillances des entreprises dans l'exécution des marchés antérieurs pour l'attribution de nouveaux marchés,

Déclare sur l'honneur par la présente :

1. N'avoir abandonné aucun marché au cours de trois (03) dernières années sur l'ensemble du territoire (nom de la structure).....
2. Que .....ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies annuellement par le Ministre des Marchés.....

En foi de quoi la présente déclaration sur l'honneur est établie et signée pour servir et valoir ce que de droit

Fait à .....

Nom et Prénom, Signature du responsable de la structure



PIECE : N°09

**LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES  
FINANCIERS HABILITES A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE  
CADRE DES MARCHES**



**LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS DE PREMIER RANG  
AGREES PAR LE MINISTRE DES FINANCES, AUTORISES A EMETTRE LES CAUTIONS DANS LE  
CADRE DES MARCHES PUBLICS.**

**I) BANQUES**

- 1- Afriland First Bank (First Bank), BP: 11 834, Yaoundé ;
- 2- Banque Atlantique Cameroun (BACM), BP: 2 933, Douala
- 3- Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME), BP : 12962, Yaoundé
- 4- Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFIBANK), BP : 600 Douala ;
- 5- Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC), BP : 1925, Douala ;
- 6- Bank Of Africa (Cameroun), BP 4593, Douala
- 7- CitiBank Cameroun (CITIGROUP), 4571, Douala;
- 8- Commercial Bank of Cameroon (CBC), BP: 4004, Douala;
- 9- Ecobank Cameroun (ECOBANK), BP: 582, Douala;
- 10- National Financial Credit Bank (NFC-BANK), BP: 6578, Yaoundé;
- 11- Société Commerciale de Banques-Cameroun (SCB-Cameroun), BP : 300, Douala ;
- 12- Société Générale Cameroun (SGC), BP : 1042, Douala ;
- 13- Standard Chartered Bank Cameroun (SCBC), BP: 1784, Douala;
- 14- Union Bank of Cameroon (UBC), BP: 5088, Douala;
- 15- United Bank of Africa (UBA), BP: 2088, Douala.
- 16- Credit Communautaire Africain (CCA)

**II) COMPAGNIES D'ASSURANCES**

- 17- Activa Assurances, B.P. : 109 Douala ;
- 18- Assurance et Réassurance Africaine (AREA) B.P : 1531, Douala. ;
- 19- Atlantique Assurances S.A. B.P : 2933, Douala.;
- 20- Beneficial General Insurance S.A. B.P: 2328, Douala.
- 21- Chanas Assurances, B.P : 109 Douala ;
- 22- CPA S.A. B.P : 54, Douala.
- 23- Proassur B.P : 5963, Douala.
- 24- SAAR S. A. B.P : 1011, Douala.
- 25- Nsía Assurances S.A, BP : 2759 Douala
- 26- Saham Assurances, B.P : 11 315 Douala.
- 27- Zenithe Insurance, B.P : 1540, Douala.



1-8